



10 décembre
1948
10 décembre
2018



CELEBRATION DES DIX CHAMPIONS DES DROITS DE L'HOMME DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Objectifs:

1. **Encourager** ceux qui entreprennent, avec enthousiasme, la promotion et la défense des droits humains.
2. **Montrer des modèles** de défenseurs des droits de l'Homme.
3. **Inspirer les autres** défenseurs des droits de l'Homme.

Critères de sélection des champions :

Par rapport au risque: Le champion fournit l'effort, pour faire connaître le cas de violation des droits de l'Homme, nonobstant la menace que profère le présumé violeur.

Par rapport à la portée: Le travail du champion est de portée nationale. Il impacte l'opinion nationale et peut être répliqué dans d'autres pays.

Par rapport à la fréquence: Le champion rappelle la situation de violation, plusieurs fois, jusqu'à ce qu'intervienne une décision de l'autorité compétente.

Par rapport à la qualité: Le travail du champion constitue une leçon et un modèle qui inspire d'autres défenseurs des droits de l'Homme.

Par rapport à la constance: Le champion reste fidèle aux valeurs, principes et standards universels.

Par rapport à la bravoure: Le champion peut avoir agi une seule fois, de manière exceptionnellement héroïque.

NE PAS ETRE ASSOCIE A UN PARTI POLITIQUE ET VIVRE AU PAYS.

IRDH REMERCIE SES PARTENAIRES

L'Agence d'Information D'Afrique Centrale (DIAC-Congo)

Actualités.cd

7sur7

Politico.cd

Le Potentiel

Le Phare

Habari RDC

Congo Durable

Mediacongo.net

La Guardia

Laprosperité.net

Journal des nations (JDN)

Matininfos.net

Info Plus

Congo Mondo

Commission Médias de la Société civile du Haut Katanga

Institut Français de Lubumbashi

Wallonie Bruxelles

Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
(BCNUDH) de Lubumbashi

LES DIX CHAMPIONS DES DROITS DE L'HOMME DE LA RDC

1. TOP ONE

Dr MUKENGERE MUKWEGE Denis, Directeur de la Fondation PANZI et la « *MUKWEGE Foundation* » de Bukavu. A l'hôpital, il administre des soins aux victimes des viols et violences sexuelles. A travers ses deux Fondations, il dénonce, avec bravoure, les viols et violences sexuelles utilisés comme arme de guerre. Et, il s'investit à restaurer la dignité humaine des milliers des femmes victimes d'atrocités barbares. Ce travail lui a valu le Prix Nobel de la Paix 2018.



2. TOP TWO

Maître KAPIAMBA Georges, Président de l'Association Congolaise pour l'Accès à la Justice (ACAJ) de Kinshasa. Il fait un plaidoyer remarquable pour accroître la redevabilité du Gouvernement et du Président KABILA, par rapport au droit d'accès à la Justice. Il interpelle constamment, par ses lettres, le Ministre de la Justice et le Procureur Général près la Cour de Cassation, sur les arrestations arbitraires et détentions illégales des opposants politiques.



3. TOP THREE

(i) Madame KANDOLO Léonie, (ii) Prof. NLANDU MAYAMBA Thierry, (iii) Prof. NDAYWEL È NZIEM Isidore, (iv) Prof. OKANA Justin, (v) Mr TSHIOMBELA KABIENA Jonas, (vi) Prof. EKOMBE EKOFO Gertrude, (vii) Frère LUKENGU DIBINGA Julien et (viii) Mr MBOKOLO NSEPE Francklin.

Les huit dirigeants du Comité Laïc de Coordination (CLC) ont su matérialiser les différents appels des Evêques de l'Eglise Catholique à la prise de conscience citoyenne. Ils ont organisé des marches pacifiques demandant le respect de l'Accord politique de la Saint Sylvestre 2016 qui consacre une rallonge d'une année au mandat échu du Président Kabila (2016-2017), la décrispation politique et la libération des prisonniers politiques. Ces manifestations ont contribué à pousser le Président KABILA à renoncer au troisième mandat présidentiel inconstitutionnel.



4. TOP FOUR

TSHIVWADI TSHIVIS, Directeur Exécutif de Journaliste en Danger (JED) de Kinshasa. Il milite pour la protection des journalistes, dans l'exercice de leur métier. Il publie remarquablement des rapports annuels sur l'état des libertés de la presse, en RDC. En 2018, TSHIVUADI a mis en exergue les « Menaces, agressions, arrestations et la censure » contre des journalistes. Son organisation, JED a dénoncé 121 cas de violations des droits d'informer et d'être informé en 2018, le même nombre de cas recensés en 2017.



5. TOP FIVE

LUSENGE Julienne, Présidente de Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral (SOFEPADI) de Beni. Elle est parmi les premières à dénoncer les viols massifs contre les femmes de l'Ituri, par des miliciens dirigés par le Général Bosco NTANGANDA. Elle continue à encadrer les victimes des viols et violences sexuelles, à l'Est de la RDC, à travers SOFEPADI et le Fond pour la Femme Congolaise (FFC).



6. TOP SIX

MASIKA BIHAMBA Justine, Directrice de Synergie des Femmes pour les Victimes des Violences Sexuelles (SFVS) de Goma. Elle travaille, sans relâche, à faire connaître la dégradation continue des conditions de vie des femmes victimes des viols commis par des miliciens, en milieux ruraux. Les victimes d'actes perpétrés par différentes rebellions, notamment, le Rassemblement des Congolais la Démocratie (RCD), le Congrès National pour la défense du peuple (CNDP) et le Mouvement du 23-Mars (M23), au Nord-Kivu.



7. TOP SEVEN

Maître KATENDE MUKENDI Jean-Claude, Président de l'Association Africaine de défense des droits de l'Homme (ASADHO) de Kinshasa. Il rappelle, continuellement et publiquement, le devoir du Chef de l'Etat à rendre compte à la population ainsi que la responsabilité personnelle du Président KABILA Joseph, par rapport à la mauvaise gouvernance politique et économique de la RDC. Il diffuse quotidiennement des « opinions libres » dans les médias sociaux.



8. TOP EIGHT

MUTOMBO KIESE Rose, Présidente de la Concertation de la Femme Congolaise (CAFCO) de Kinshasa. Elle milite contre les discriminations à l'égard de la femme consacrées par les lois congolaises. Sa mobilisation pour la parité Homme-Femme se focalise sur les pratiques qui assujettissent la femme aux contraintes sociales et culturelles qui la privent de sa liberté.



9. TOP NINE

TSHIMBALANGA Jacques de la Coalition Nationale de l'Education pour Tous (CONEPT) de Kinshasa. Il est engagé, depuis des décennies, en faveur de la « la réforme du financement de l'éducation », en collaboration avec le Réseau des Professionnels des Médias pour l'Education pour Tous (REPROMEPT). En particulier, il vise « la suppression des frais de scolarité imposés aux parents dans les écoles publiques et l'abandon des pratiques qui portent atteinte à l'éducation au pays ».



10. TOP TEN

SENGHA PANDA SHALA Gloria des mouvements des jeunes : Lutte pour le Changement (LUCHA) et Vigilance Citoyenne (Kinshasa). Elle a initié la campagne avec un mégaphone, dans les rues et marchés de Kinshasa, appelant au changement du comportement citoyen en faveur des valeurs démocratiques, sur terrain et non seulement dans les médias sociaux. Ses multiples arrestations par la police attirent l'attention de la communauté nationale et internationale sur l'état des droits de l'Homme en RDC.

